



vivre l'avenir

DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES

Direction des Bâtiments

FB/MK 0.21-7033

Guyancourt, le 17 Mai 2021

Affaire suivie par F.BACQUEY

Tél. : 01.30.04.21.96

Fax. : 01.30.44.96.23

PROCES-VERBAL DE VISITE

DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

Visite du 8 Juin 2021

OBJET: Commune de Guyancourt
Etablissement : **Maison de l'Etudiant**
Visite (périodique)
Adresse : sis 1 Allée de l'Astronomie 78280 Guyancourt

REFERENCE(S) : Convocation écrite du 03/05/2021 portant le n° : D-21-3073

Personnes présentes à la commission (nom et titre) :

Président de la Commission – Adjoint au Maire

- **Monsieur Roger ADELAÏDE**

Représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

- **Lieutenant Jean-Michel BRU**

Représentant de la Direction Départementale du Territoire

- **PO Monsieur Franck Bacquey**

Représentant de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou gendarmerie

•

Secrétariat de la Commission de Sécurité

- **Monsieur Franck Bacquey**

Représentants de la Direction de l'Etablissement visité

- Delphine ARNOUD - Responsable administrative MDE - UVSQ.
- Karima OUD-LANAZA - Assistante de Direction MDE - UVSQ.
- Nicolas PHILIPPE - Agent SSIAP 1 MDE.
- Brigitte FREDERIC - Technicien en génie
- Mohamed SATTI - Conducteur travaux / Maintenance
- Smail AJAGAMELLE - chargé de Sécurité Incendie (UVSQ)
- CORDEVANT Frédéric - Responsable service prévention (UVSQ)
- GOUDE Zoé - Technicien SSI ST ERIS

OBSERVATIONS

Il incombe au Responsable d'Etablissement d'informer le Secrétariat de la Commission Communale de Sécurité, de la levée des prescriptions mentionnées dans le rapport de visite et faisant l'objet d'un délai de réalisation.

A cet effet, il conviendra d'indiquer par retour de courrier :

- la dénomination de l'établissement,
- la date de Visite de la Commission Communale de Sécurité,
- les numéros et délais fixés des prescriptions,
- les dates de réalisations auxquelles les prescriptions auront été suivies d'effets permettant à la Commission de lever celles-ci.

Affaire suivie par le Lieutenant Jean-Michel BRU

☎ 01.39.30.56.70

✉ prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ
DE GUYANCOURT**

Visite du 8 juin 2021

OBJET : Commune de GUYANCOURT
Dossier : Maison de l'Etudiant (#297-ERP-048)
Affaire : Visite périodique
Adresse : Boulevard d'Alembert

REF : Code de la construction et de l'habitation (CCH).
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.

La commission communale de sécurité de GUYANCOURT s'est réunie le 8 juin 2021 afin de procéder à la visite de la Maison de l'Etudiant.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 525 personnes dont 38 au titre du personnel. Il est classé en type W avec activités des types L et N de la 3^{ème} catégorie.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Le Président
de la Commission Communale de Sécurité
de GUYANCOURT,



Roger ADELAÏDE
Adjoint au Maire

Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.123-51 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.125-2 à R.125-2-6 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle.
De plus, le SSI de catégorie B doit être vérifié tous les 3 ans par une personne ou un organisme agréé.
- les installations de ventilation mécanique contrôlée (VMC), de climatisation et les centrales de traitement d'air (article CH 58) : annuelle
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.123-51 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.123-43 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.123-43 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.123-51 du CCH).